

Les principales étapes du déroulement de la crise de juillet 2007 à décembre 2009.

2007	Évènements
Juillet	Bear Stearns annonce la faillite de deux <i>hedge funds</i> spécialisés dans les dérivés de crédit.
31 juillet	La banque publique allemande KfW apporte son soutien financier à IKB pour 8,1 milliards d'euros.
1 ^{er} août	Le ministre des Finances allemand annonce un plan de sauvetage de 3,5 milliards d'euros pour éviter la faillite d'IKB.
7 août	BNP Paribas gèle la valorisation de certains de ses fonds.
9 août	L'Eurosystème propose des liquidités en quantité illimitée au jour le jour.
17 août	Le Système fédéral de réserve américain (Fed) étend la maturité maximale de sa facilité d'emprunt permanente de 1 jour à 30 jours.
23 août et 12 septembre	La BCE lance une opération supplémentaire de refinancement en euros à 3 mois (opérations renouvelées par la suite tout au long de 2007, 2008 et 2009).
14 septembre	L'annonce par la Banque d'Angleterre de l'octroi d'un prêt d'urgence, garanti par l'État, à la cinquième banque anglaise, Northern Rock, déclenche une panique sur les dépôts bancaires de cette banque.
18 septembre	La Fed abaisse son taux directeur de 0,50 %, à 4,75 %.
1 ^{er} octobre	UBS, première banque suisse, annonce des dépréciations d'actifs pour 2,4 milliards d'euros.
24 octobre	Merrill Lynch annonce des dépréciations d'actifs pour 8,4 milliards de dollars.
31 octobre	La Fed abaisse son taux directeur de 0,25 %, à 4,5 %.
11 décembre	La Fed abaisse son taux directeur de 0,25 %, à 4,25 %.
12 décembre	Actions coordonnées de la Fed, de la BCE, de la Banque du Canada, de la Banque d'Angleterre et de la Banque nationale suisse afin de répondre aux besoins de financement à court terme en dollars. Naissance du dispositif d'injection de dollars à terme : les TAF (<i>term auction facilities</i>) à 28 jours.
2008	
15 janvier	Citigroup publie des pertes record (9,83 milliards de dollars au quatrième trimestre 2007). Le groupe annonce, en outre, des dépréciations d'actifs pour 18,1 milliards de dollars.
22 janvier	La Fed abaisse son taux directeur de 0,75 %, à 3,5 % lors d'un comité FOMC (<i>Federal Open Market Committee</i>) extraordinaire.
24 janvier	La Société générale dévoile la fraude commise par l'un de ses <i>traders</i> , Jérôme Kerviel. Les pertes associées se montent à 4,9 milliards d'euros.
30 janvier	La Fed abaisse son taux directeur de 0,50 %, à 3 %.
15 février	UBS a perdu 7,8 milliards d'euros au quatrième trimestre 2007.
17 février	Le gouvernement britannique nationalise Northern Rock.
11 mars	La Fed lance une nouvelle facilité : la <i>term securities lending facility</i> . Cette facilité de 1 mois permet aux banques d'investissement d'emprunter des titres d'État en échange de titres de qualité de crédit inférieure (titres d'agences, <i>mortgage-backed securities – MBS</i>).
16 mars	La Fed étend la maturité maximale de sa facilité d'emprunt permanente de 30 jours à 90 jours. Elle introduit une nouvelle facilité, la <i>primary dealer credit facility</i> , qui permet un refinancement des banques d'investissement au jour le jour, contre des garanties élargies.
18 mars	La Fed abaisse son taux directeur de 0,75 %, à 2,25 %.
24 mars	Bear Stearns est repris par JP Morgan sous l'égide de la Fed qui prête 30 milliards de dollars au repreneur.
28 mars	La BCE introduit un refinancement en euros à 6 mois.

.../...

2008	
1 ^{er} avril	UBS annonce un doublement de ses dépréciations qui s'élèvent à cette date à 24 milliards d'euros.
30 avril	La Fed abaisse son taux directeur de 0,25 %, à 2 %.
Juin - août	Dégradation de la note de trois grandes banques d'affaires américaines (Lehman Brothers, Merrill Lynch et Morgan Stanley) et de deux assureurs <i>monoline</i> (MBIA et Ambac).
7 septembre	Le Trésor américain met les agences de crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sous tutelle et s'engage à leur apporter, au besoin, 200 milliards de dollars de capital.
15 septembre	Lehman Brothers dépose son bilan. Bank of America annonce le rachat de Merrill Lynch.
16 septembre	La Fed et le gouvernement américain nationalisent <i>de facto</i> l'assureur AIG, menacé de faillite, en lui apportant une aide de 85 milliards de dollars en échange de 79,9 % de son capital.
18 septembre	La banque britannique Lloyds TSB rachète sa concurrente HBOS menacée de faillite. La BCE, la Fed, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque nationale suisse et la Banque du Canada ouvrent une nouvelle facilité conjointe en dollars. Il s'agit d'une TAF au jour le jour qui sera renouvelée jusqu'au 15 octobre.
19 septembre	Le président George W. Bush annonce un plan de sauvetage des banques américaines (plan Paulson). La Fed lance une nouvelle facilité qui vise à soutenir le marché des fonds monétaires.
25 septembre	Le président Nicolas Sarkozy appelle à un nouvel ordre financier international. Les dépôts de Washington Mutual, en faillite, sont repris par JP Morgan.
26 septembre	Le cours de bourse de Fortis s'effondre en raison de doutes sur sa solvabilité. Fortis est renfloué le 29 septembre par les États belge, néerlandais et luxembourgeois. BNP Paribas en prend le contrôle en Belgique et au Luxembourg pour 14,5 milliards d'euros.
29 septembre	La Chambre des représentants américaine rejette le plan Paulson. L'État allemand et un consortium de banques apportent une garantie de crédit de 35 milliards d'euros à Hypo Real Estate, quatrième banque du pays. Les banques Bradford & Bingley (au Royaume-Uni) et Glitnir (en Islande) sont nationalisées.
30 septembre	Le gouvernement irlandais apporte une garantie générale de 2 ans aux six grandes banques du pays. Les États belge, français et luxembourgeois assurent le sauvetage de Dexia en souscrivant à une augmentation de capital de 6,4 milliards d'euros.
3 octobre	La liste des contreparties éligibles aux opérations de réglage fin de l'Eurosystème est élargie. Le plan Paulson est adopté par la Chambre des représentants.
5 octobre	Le gouvernement allemand lance un nouveau plan de sauvetage pour Hypo Real Estate.
7 octobre	La Fed annonce le lancement d'une nouvelle facilité : la <i>commercial paper funding facility</i> . Par cette facilité, le Système fédéral de réserve acquiert directement des billets de trésorerie à 3 mois.
8 octobre	Baisse des taux concertée par plusieurs banques centrales : la Fed, la BCE, les banques centrales du Canada et de Suède baissent leur taux directeur de 0,50 % et la Banque nationale suisse de 0,25 %. La BCE revoit les modalités techniques d'adjudication ; elle annonce que les appels d'offres se feront à taux fixe et que 100 % des demandes sont honorées jusqu'en janvier 2009 et elle rétrécit le corridor constitué par les taux des facilités permanentes. Les ministres des Finances de l'UE décident de relever la garantie des dépôts de 20 000 euros à 50 000 euros dans un premier temps. Ils prévoient que le 31 décembre 2010 au plus tard, le niveau de garantie pour l'ensemble des dépôts d'un même déposant sera fixé à 100 000 euros.
9 octobre	La BCE réduit le corridor constitué par les taux des facilités permanentes de 200 à 100 points de base autour du taux d'intérêt des opérations principales de refinancement : le taux de la facilité de prêt marginal est ramené de 100 à 50 points de base au-dessus du taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, soit à 4,25 %, et le taux de la facilité de dépôt sera porté de 100 à 50 points de base en dessous du taux des opérations principales de refinancement, soit à 3,25 %.

.../...

2008	
10 octobre	Le G 7 adopte un plan d'action international qui vise à assurer la viabilité du système financier, éviter la faillite des institutions financières importantes, garantir l'accès à la liquidité, recapitaliser les institutions financières publiques, restaurer la confiance des épargnants par des garanties publiques sur les dépôts et soutenir le marché des financements hypothécaires en lançant des travaux de réflexion sur les thèmes de la valorisation, la transparence et les règles comptables.
12 octobre	À l'initiative du président Nicolas Sarkozy, adoption à Paris du plan anti-crise européen autour de l'action des États selon plusieurs axes : protéger les épargnants, assurer le financement de l'économie et éviter la faillite d'institutions financières systémiques.
13 octobre	Le gouvernement français annonce son « Plan pour assurer le financement de l'économie et restaurer la confiance ». Les TAF de la BCE sont désormais adjugées sans limite de montant et à taux fixe. La mesure est également mise en œuvre par la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse. Les lignes de swaps octroyées par la Fed à ces banques centrales sont dès lors illimitées.
15 octobre	La BCE élargit son système de garantie (titres de dette négociables en devises, certificats de dépôts, dette subordonnée bénéficiant d'une garantie, prêts syndiqués sous droit anglais) et revoit à la baisse la notation minimale pour l'éligibilité des titres à BBB- contre A- auparavant. La Banque nationale suisse et la BCE annoncent des mesures conjointes pour accroître les liquidités en francs suisses.
16 octobre	La BCE conclut un accord avec la Banque nationale de Hongrie qui permet à cette dernière d'emprunter jusqu'à 5 milliards d'euros pour soutenir ses opérations. Les autorités suisses annoncent un plan de sauvetage d'UBS, qui allie recapitalisation par l'État (à hauteur de 5 milliards de dollars) et création par la Banque nationale suisse d'une structure de défaillance des actifs toxiques.
17 octobre	Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, installe le conseil d'administration de la Société de financement de l'économie française (SFEF).
20 octobre	Le gouvernement français annonce qu'il est prêt à souscrire pour un montant de 10,5 milliards d'euros à des émissions de titres subordonnés émis par les six principaux groupes bancaires français : Banques Populaires, BNP Paribas, Caisses d'Épargne, Crédit agricole, Crédit mutuel et Société générale.
23 octobre	Le président Nicolas Sarkozy annonce la tenue de la réunion du G 20, ainsi que la mise à disposition de 26 milliards d'euros de prêts pour assurer le financement des PME françaises, et la nomination de René Ricol au poste de médiateur national du crédit.
27 octobre	La BCE et la Banque nationale du Danemark mettent en place un accord de swap de devises pour un montant de 12 milliards d'euros.
28 et 29 octobre	Octroi par la Fed de nouvelles lignes de swaps à quatre banques centrales de pays émergents (Mexique, Brésil, Corée du Sud et Singapour). La Fed abaisse son taux directeur de 0,50 %, à 1 %. Le FMI annonce une facilité de prêt à court terme pour les pays en voie de développement.
31 octobre	La Banque du Japon abaisse son taux directeur de 0,2 %, le ramenant à 0,3 %.
4 novembre	La SFEF annonce une première émission obligataire sur les marchés, émission bénéficiant d'une garantie autonome d'une maturité de 3 ans.
6 novembre	La BCE abaisse son taux directeur de 0,50 %, à 3,25 %. La Banque d'Angleterre baisse son taux directeur de 1,50 %, le ramenant à 3 %.
9 novembre	Les autorités chinoises annoncent un plan de soutien de 4 000 milliards de yuans (environ 470 milliards d'euros).
15 novembre	Le G 20 publie un communiqué dans lequel il confirme l'intention de ses membres (y compris donc les grands pays émergents) d'agir rapidement afin de répondre au ralentissement économique mondial et fixe une feuille de route afin de tirer les leçons de la crise financière.
20 novembre	Le président Nicolas Sarkozy annonce la création du Fonds stratégique d'investissement (FSI), destiné à renforcer les fonds propres et à stabiliser le capital des entreprises françaises.

.../...

2008	
23 novembre	Le président élu Barack Obama annonce un plan de relance américain qu'il s'engage à mettre en œuvre dès son investiture le 20 janvier. Le plan pourrait approcher les 1 000 milliards de dollars. Le gouvernement américain garantit 306 milliards de dollars de dettes de Citigroup et injecte 20 milliards de dollars dans son capital.
25 novembre	La Fed lance un programme de prêts aux investisseurs, destiné à relancer le crédit à la consommation via la titrisation. Dénommé <i>Term asset-backed securities loan facility</i> (TALF), il est doté dans un premier temps, de 200 milliards de dollars, budget qui pourra au besoin être porté à 1 000 milliards de dollars. Le collatéral éligible inclut les RMBS, CMBS et autres ABS.
2 décembre	Un plan de relance européen de 200 milliards d'euros (1,5 % du PIB) est approuvé par les chefs d'États européens.
4 décembre	Le président Nicolas Sarkozy annonce un plan de relance de l'économie française de 26 milliards d'euros. La BCE abaisse son taux directeur de 0,75 %, à 2,50 %. La Banque d'Angleterre abaisse son taux directeur de 1 %, à 2 %.
10 décembre	Le Congrès et la Maison Blanche concluent un accord de principe sur un plan de sauvetage des constructeurs automobiles, qui se chiffre à 13,4 milliards de dollars.
11 décembre	Une fraude estimée à 50 milliards de dollars, montée par le fonds d'investissement de Bernard Madoff, est mise à jour. L'Autorité des Marchés financiers (AMF) estime à environ 500 millions d'euros l'exposition des OPCVM français ayant investi dans des OPCVM de droit irlandais et luxembourgeois touchés par la fraude Madoff.
16 décembre	La Fed abaisse son taux directeur de 0,75 %, à 1 %, le ramenant dans une marge de fluctuation allant de 0 à 0,25 %.
19 décembre	La Banque du Japon abaisse son taux directeur de 0,20 %, le ramenant à 0,10 %.
29 décembre	Après lui avoir accordé un prêt, mi-décembre, de 13,4 milliards de dollars sur 3 mois, le Trésor américain renfloue GMAC (branche financière de la General Motors) à hauteur de 5 milliards de dollars.
2009	
5 janvier	La Fed lance un plan de soutien à l'immobilier avec le rachat des créances hypothécaires destiné à relancer le marché du logement.
7 janvier	Nicolas Sarkozy annonce une deuxième vague d'émissions de fonds propres pour les banques françaises, après la première levée de fonds effectuée en décembre (pour un montant de 10,5 milliards d'euros).
8 janvier	Le gouvernement allemand annonce la nationalisation partielle de Commerzbank. Concrètement, le fonds public d'aide au secteur bancaire (SoFFin), créé en octobre, va mettre près de 10 milliards d'euros supplémentaires à disposition de Commerzbank. L'État va acheter 295 millions d'actions nouvelles ordinaires et injecter 8,2 milliards d'euros supplémentaires. Il en devient le premier actionnaire. Moody's abaisse d'un cran la note de crédit émetteur et celle de la dette senior de Bank of America, en raison des « difficultés importantes auxquelles devront probablement faire face Bank of America et Merrill Lynch au cours des prochaines années ». La Banque d'Angleterre abaisse son taux directeur de 0,5 point, à 1,5 %, son plus bas niveau historique en 315 ans. En France, l'Assemblée nationale adopte le plan de relance.
13 janvier	Deuxième plan de soutien allemand à l'économie, de 50 milliards d'euros. Il comporte des mesures d'allègement de la fiscalité, de baisse des cotisations sociales, d'aides à l'investissement, de prime exceptionnelle de 100 euros par enfant et d'aide au secteur automobile.
14 janvier	Deutsche Bank annonce une perte de 4,8 milliards d'euros sur le quatrième trimestre, ce qui porte le résultat annuel 2008 à - 3,9 milliards. Le gouvernement britannique annonce un plan de garanties de 20 milliards de livres de prêts à court terme contractés par des petites et moyennes entreprises afin d'encourager les banques à les financer. Il met en place une garantie spéciale d'1 milliard de livres pour les prêts à long terme contractés par des petites entreprises.
15 janvier	La BCE réduit son taux directeur de 50 points de base, à 2 %. Le taux de la facilité de prêt marginal est porté de 50 à 100 points de base au-dessus du taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, à 3 %, et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 50 à 100 points de base en dessous du taux des opérations principales de refinancement, à 1 %. Le corridor constitué par les taux des facilités permanentes est ainsi rétabli à 200 points de base.

.../...

2009	
16 janvier	Citigroup publie une perte nette de 8,29 milliards de dollars au quatrième trimestre 2008. Le gouvernement américain garantit 118 milliards de dollars de dette de Bank of America et injecte 20 milliards de dollars dans le capital de Bank of America.
19 janvier	En France, présentation du rapport Deletré qui préconise le rapprochement de la Commission bancaire et de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles. Royal Bank of Scotland (RBS) annonce des pertes anticipées qui pourraient atteindre 28 milliards de livres. La participation publique dans cette banque passe de 58 % à 70 %. Le Premier ministre britannique annonce un nouveau train de mesures en direction des banques, notamment la mise en place d'un fonds spécial, doté de 50 milliards de livres et dédié à l'achat « d'actifs de haute qualité » du secteur privé, c'est-à-dire des billets de trésorerie et des obligations, ainsi que la création d'un système de garantie pour les produits issus de la tritrisation.
20 janvier	Dans le cadre des états généraux de l'automobile, le gouvernement français propose 5 à 6 milliards d'euros pour aider Renault et PSA. Hypo Real Estate, déjà sauvée de la faillite par l'État allemand, annonce qu'elle va recevoir une nouvelle garantie publique de 12 milliards d'euros portant au total l'aide de l'État à 42 milliards d'euros. Les autorités <i>antitrust</i> américaines ont autorisé la vente par Dexia de sa filiale Financial Security Assurance (FSA).
21 janvier	Les conditions du nouveau plan de recapitalisation des banques françaises sont publiées : le second plan ressemble à celui de décembre. Montant identique (10,5 milliards d'euros au total), conditions identiques, le tout éligible au ratio <i>Tier One</i> ainsi qu'au <i>Core Tier One</i> .
26 janvier	Le gouvernement français annonce le déblocage de 5 milliards d'euros pour soutenir Airbus <i>via</i> la SFEF. BNPP dégage un bénéfice de 3 milliards d'euros en 2008 et une perte de 1,4 milliard d'euros au quatrième trimestre 2008. Le Premier ministre islandais annonce la démission de son gouvernement sous la pression de la population qui le juge responsable de l'effondrement de l'économie.
29 janvier	La Chambre des représentants adopte les mesures de relance proposées par le gouvernement américain (819 milliards de dollars).
5 février	La Banque d'Angleterre abaisse son taux directeur d'un demi-point, à 1 %. Un « Madoff japonais », Kazutsugi Nami, est arrêté pour fraude, la pyramide lui ayant permis de collecter entre 1 et 2 milliards d'euros. Aux États-Unis, la rémunération annuelle des dirigeants d'entreprise qui bénéficient d'une aide publique devrait être plafonnée à 500 000 dollars.
11 février	UBS et Crédit Suisse annoncent des pertes historiques pour 2008, de, respectivement, 13,3 milliards et 5,5 milliards d'euros.
12 février	En Belgique, KBC accuse une perte nette de 2,5 milliards d'euros pour l'exercice 2008. Hypo Real Estate Holding fait savoir que le SoFFin augmente de 10 milliards d'euros la garantie qu'il lui apporte. Ainsi, les garanties reçues par Hypo Real Estate de la part de l'État allemand atteignent 52 milliards.
13 février	Le Congrès américain adopte le plan de relance de l'économie de 787 milliards de dollars (5,5 % du PIB). HBOS annonce une perte de 12,4 milliards d'euros en 2008. Début des achats de <i>commercial paper</i> (CP) par la Banque d'Angleterre sur les marchés primaire et secondaire. Le Parlement allemand adopte le plan de relance de l'économie de 50 milliards d'euros.
18 février	Annnonce du plan de soutien au marché immobilier américain. D'un montant global de 275 milliards de dollars, il vise à aider sept à neuf millions de foyers. Le plan prévoit de consacrer 75 milliards à un fonds de stabilisation qui aidera au refinancement des prêts de quatre à cinq millions de « propriétaires immobiliers responsables ».
26 février	Publication du rapport Larosière sur la supervision bancaire. La Commission européenne publie des règles (<i>guidelines</i>) sur le traitement des actifs toxiques. En France, Natixis annonce une perte de 2,8 milliards d'euros en 2008. La fusion Caisses d'Épargne et Banques populaires est officialisée. RBS publie une perte de 24,1 milliards de livres en 2008, la plus élevée jamais subie par une entreprise britannique. Elle assure pour 325 milliards de livres d'actifs risqués auprès de l'État. Fannie Mae annonce une perte nette de 59 milliards de dollars pour 2008, essentiellement due à des éléments exceptionnels au 2 nd semestre, et réclame au Trésor américain une aide de 15,2 milliards pour couvrir son déficit.

.../...

2009	
3 mars	AIG annonce une perte historique pour une entreprise américaine de 99,3 milliards de dollars pour l'exercice 2008. Le Trésor américain injecte 30 milliards de dollars et organise sa restructuration (deuxième plan de sauvetage).
5 mars	La Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre réduisent leur taux directeur d'un demi-point à, respectivement, 1,50 % et 0,50 %. La Banque d'Angleterre lance un programme de 100 milliards de dollars destiné à des achats fermes, sur une période de 3 mois, d'actifs du secteur privé et d'obligations d'État.
6 mars	Fortis holding, BNPP et la Société fédérale de participations et d'investissement sont parvenus à un accord qui devra être soumis à l'approbation des actionnaires lors des prochaines assemblées générales.
8 mars	Nationalisation de Lloyds Banking à hauteur de 65 %. C'est la quatrième banque nationalisée au Royaume-Uni, après Northern Rock, Bradford & Bingley et RBS.
11 mars	Freddie Mac publie une perte nette annuelle de 50,1 milliards de dollars.
13 mars	Aux États-Unis, extension du <i>Temporary Liquidity Guarantee Program</i> (TLGP) : les émissions pourront être effectuées jusqu'au 31 octobre 2009 et seront garanties jusqu'au 31 décembre 2012.
17 mars	AIG rend publiques les contreparties bénéficiaires de versements, rendus possibles grâce au renflouement public entre le 16 septembre et le 31 décembre 2008 : Goldman Sachs (12,9 milliards de dollars), la Société générale (11,9), Deutsche Bank (11,8), Barclays (7), Merrill Lynch (6,8), BNPP (4,9), Calyon (2,3).
18 mars	La Fed annonce un assouplissement quantitatif sans précédent. Elle va acheter jusqu'à 300 milliards de dollars de bons du Trésor à long terme au cours des six prochains mois. Instantanément, le taux des obligations à dix ans a chuté, passant de 3 % à 2,5 %. Le plan comprend également 750 milliards supplémentaires consacrés à l'acquisition d'obligations adossées à des crédits immobiliers – portant le total de ces rachats à 1 250 milliards. La banque centrale américaine entend enfin consacrer jusqu'à 100 milliards supplémentaires au rachat de la dette de Fannie Mae et Freddie Mac. La Banque du Japon dévoile un plan de soutien aux banques de 10 milliards de dollars qui prendra la forme de prêts subordonnés aux grandes banques commerciales.
23 mars	Présentation d'un plan, le <i>Public Private Investment Program</i> , pour les créances douteuses des banques : une entité autonome recueillera l'intégralité des actifs toxiques et sera adossée à la Fed et au FDIC (organisme de garantie des déposants). Le dispositif est doté, dans un premier temps, de 500 milliards de dollars et pourra atteindre 1 000 milliards de dollars. Le FMI prévoit que la croissance mondiale n'atteigne que 0,5 % à 1 % en 2009, ce qui serait la plus forte contraction du PIB mondial en 60 ans.
28 mars	L'État allemand engage le processus de nationalisation d'Hypo Real Estate.
29 mars	La Banque d'Espagne et le gouvernement espagnol, pour la première fois depuis le début de la crise, doivent sauver un établissement financier, la Caisse d'Épargne de Castille.
2 avril	La BCE abaisse son taux directeur de 25 points de base, à 1,25 %. La réunion du G 20 se conclut par plusieurs dispositions sur la régulation et les moyens des organisations multilatérales : annonce d'un programme global de 1 100 milliards de dollars destiné à restaurer la croissance, les échanges et l'emploi à l'échelle mondiale ; le FMI voit ses ressources triplées.
6 avril	Nouveau plan de relance japonais de 90 milliards de dollars.
13 avril	Aux États-Unis, Goldman Sachs engrange un bénéfice net de 1,81 milliard de dollars au premier trimestre. Wells Fargo publie par anticipation un résultat net de l'ordre de 3 milliards de dollars au premier trimestre 2009.
28 avril	Les actionnaires belges de Fortis acceptent, à près de 73 %, la reprise par BNPP ; accord également des actionnaires néerlandais (le 29 avril) à 77 %. BNP Paribas va ainsi acquérir la banque belge pour 8,25 milliards d'euros.
29 avril	La Commission européenne présente une proposition de directive sur les <i>hedge funds</i> .
30 avril	D'après le rapport du FMI sur « la stabilité financière dans le monde », les banques européennes (hors Royaume-Uni) devraient supporter un volume potentiel de dépréciations d'actifs de 1 100 milliards de dollars, supérieur à celui de leurs homologues américaines (1 050 milliards de dollars).

.../...

2009	
7 mai	<p>SG enregistre une perte nette de 278 millions d'euros au premier trimestre.</p> <p>La BCE abaisse de 25 points de base son taux directeur à 1 %. Le corridor constitué par les taux des facilités permanentes est réduit à 150 points de base autour du taux d'intérêt des opérations principales de refinancement. Le taux de la facilité de dépôt est ramené à 0,25 % et le taux de la facilité de prêt marginal est fixé à 1,75 %. La BCE décide d'allonger la durée des prêts accordés aux banques. Elle lance un programme d'achat de <i>covered bonds</i> pour un montant de 60 milliards d'euros (soit 4 % de l'encours, de l'ordre de 1 500 milliards) et crée une nouvelle facilité de refinancement de maturité 1 an à un taux initial de 1 %.</p> <p>Le Parlement européen adopte la réforme de la directive « CRD » (Directive Bâle II), qui prévoit notamment que les banques devront conserver dans leur bilan 5 % des produits structurés dont elles sont à l'origine, à compter du 31 mars 2010.</p> <p>Augmentation de 50 milliards de livres du programme d'achats d'actifs de la Banque d'Angleterre, porté à 125 milliards de livres.</p> <p>Le SoFFin annonce que l'État va nationaliser Hypo Real Estate après avoir porté sa participation à 47,31 %, utilisant celle-ci pour imposer une augmentation de capital de la banque.</p> <p>Le Trésor américain et la Fed publient les résultats des tests de résistance. Neuf banques ont été jugées suffisamment capitalisées pour traverser sans encombre la crise économique, même en cas de dégradation supplémentaire de la conjoncture. Les besoins en capitaux supplémentaires de dix des dix-neuf plus grandes banques du pays s'élèvent à 75 milliards de dollars. Sur la période 2009-2010, la Fed estime que les banques pourraient avoir à faire face à 600 milliards de dollars de pertes sur crédit, mais que ces pertes seraient en partie absorbées par la génération de résultats opérationnels positifs sur la période.</p>
8 mai	<p>Commerzbank publie une perte nette de 861 millions d'euros au premier trimestre 2009.</p> <p>Royal Bank of Scotland, propriété à 70 % de l'État, annonce une perte nette de 857 millions de livres au premier trimestre 2009.</p>
18 mai	<p>Aux États-Unis, le Financial Accounting Standards Board (FASB) adopte deux nouvelles règles comptables visant à contraindre les établissements financiers à enregistrer davantage d'actifs hors-bilan dans leurs comptes. Elles entreront en application début 2010.</p>
19 mai	<p>La Fed annonce l'inclusion au sein du programme TALF des CMBS de haute qualité (AAA) émis avant le 1^{er} janvier. Jusqu'ici, seuls les nouveaux CMBS avaient été admis. La Fed entend ainsi améliorer la liquidité des CMBS en aidant des acquéreurs potentiels à les financer.</p>
20 mai	<p>La faillite de Bank United FSB, en Floride, est la plus importante enregistrée aux États-Unis depuis le début de l'année et la 34^{ème} de l'année, contre 25 au total en 2008.</p>
27 mai	<p>La Commission européenne présente des propositions pour renforcer et regrouper la supervision financière en Europe, et tirer les leçons de la crise. S'appuyant sur le <i>Rapport Larosière</i>, la Commission suggère la création d'un « comité européen du risque systémique », chargé de la surveillance macroprudentielle.</p>
1 ^{er} juin	<p>General Motors demande au Tribunal des faillites de New York sa mise sous chapitre 11. Après lui avoir accordé 19,4 milliards de dollars de financements publics depuis décembre, le Trésor accorde une rallonge de 30,1 milliards de dollars. À l'issue de la procédure, le Trésor deviendra le principal actionnaire de GM (à 60 %).</p>
4 juin	<p>La BCE donne les détails de son plan d'achat de <i>covered bonds</i>, annoncé le 7 mai.</p>
8 juin	<p>Citigroup entame une opération de conversion d'actions préférentielles en actions ordinaires pour 58 milliards de dollars, suivant une procédure au terme de laquelle l'État pourrait détenir 34 % du capital. D'après l'OCDE, le déclin des économies les plus importantes s'atténue.</p>
9 juin	<p>L'International Accounting Standards Board (IASB) accélère le processus de refonte de la norme IAS 39 en vue d'une application dans les comptes des banques et des compagnies d'assurances à fin 2009.</p> <p>Le Trésor américain autorise dix des plus grandes banques du pays à rembourser au total jusqu'à 68 milliards de dollars d'aides reçues de l'État depuis l'automne, dans le cadre de son plan de stabilisation du système financier.</p>

.../...

2009	
17 juin	JP Morgan et Morgan Stanley annoncent avoir remboursé au Trésor leurs aides publiques respectives de 25 milliards de dollars et 10 milliards de dollars. US Bancorp et BB&T ont pour leur part remboursé une partie des aides publiques. Sont attendus les remboursements d'American Express et de Goldman Sachs. Le président Obama appelle à une « nouvelle fondation » de la réglementation financière américaine.
25 juin	La Fed étend jusqu'en février 2010 (au lieu d'octobre 2009) un certain nombre de ses procédures d'apports de liquidité ainsi que certaines lignes de <i>swaps</i> avec d'autres banques centrales. La BCE alloue 442 milliards d'euros au taux de 1 % aux banques européennes via sa première opération de refinancement à plus long terme (LTRO) de maturité 1 an. 1 121 établissements ont participé à cette opération.
29 juin	Le courtier new-yorkais Bernard Madoff est condamné à une peine d'emprisonnement de 150 ans pour avoir mis en place le plus important schéma de Ponzi de tous les temps. Lancement en Espagne d'un fonds de restructuration pour les banques régionales en difficulté, doté d'une enveloppe de 9 milliards d'euros qui pourra être utilisée pour des injections de capital et un soutien à la consolidation du secteur.
30 juillet	Le FMI annonce qu'il va augmenter ses prêts de 17 milliards de dollars entre juillet 2009 et 2014 et suspend les intérêts dûs pour certains prêts aux pays à faibles revenus. Il prévoit de vendre une partie de ses réserves d'or.
6 août	La Banque d'Angleterre décide d'injecter 50 milliards de livres supplémentaires dans l'économie, dans le cadre de ses mesures non conventionnelles de <i>quantitative easing</i> , ce qui porte le montant engagé à 175 milliards de livres. Les taux directeurs sont en outre inchangés à 0,5 %.
10 août	Au Royaume-Uni, la Financial Services Authority (FSA) va publier un code fixant les obligations des banques en matière de rémunération et de bonus.
26 août	Intervention de Nicolas Sarkozy pour inviter les banques à respecter les nouvelles règles internationales en matière de rémunération.
15 septembre	Le président de la Fed, Ben Bernanke, déclare que la récession aux États-Unis est probablement terminée. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, déclare que l'économie britannique est à nouveau en croissance. Toutefois, la résistance et la soutenabilité de la reprise seraient toujours « fortement incertaines » en raison de l'état du secteur bancaire et du niveau de dette.
24 et 25 septembre	Sommet du G 20 à Pittsburgh. Les dirigeants se mettent d'accord sur de nouvelles règles destinées à limiter le risque de crise financière. Le G 20 devient officiellement l'enceinte de discussion et de règlement des questions de finance internationale.
1 ^{er} octobre	Dans son rapport de stabilité financière, le FMI indique que les banques et les institutions financières dans le monde devraient enregistrer 3 400 milliards de dollars de dépréciations au total, contre 4 000 milliards estimés en avril 2009 (pour les seules banques, 1 500 milliards de dépréciations sur les titres et prêts sont encore à passer, sachant qu'elles en ont déjà enregistré 1 300 milliards).
Début octobre	Plusieurs grandes banques françaises annoncent le remboursement des titres souscrits par la Société de prise de participation de l'État (SPPE) dans le cadre du plan de soutien au secteur bancaire.
2 octobre	Publication des résultats du <i>stress test</i> européen portant sur vingt-deux grandes banques.
20 octobre	Le régulateur américain met fin au programme de garantie de dette bancaire TLGP, qui permettait aux banques américaines d'émettre avec la garantie de l'État jusqu'à fin 2012. Les banques pourront continuer à recourir à cette garantie pendant encore 6 mois, à titre de filet de sécurité, mais à un prix supérieur.
22 octobre	La FSA propose d'appliquer une forme de « surcharge » sur le capital aux banques jugées importantes d'un point de vue systémique.
26 octobre	La Commission européenne demande à ING, en contrepartie des aides d'État, de céder toutes ses activités d'assurance et de gestion d'actif à horizon fin 2013 via un mix de cessions et d'introductions en bourse (baisse de la taille du bilan de 45 %).

.../...

2009	
29 octobre	La Fed a achevé son plan de rachat de 300 milliards de dollars d'emprunts d'État américains.
2 novembre	La Commission européenne approuve la prorogation jusqu'au 31 octobre 2010 de la garantie octroyée conjointement par la Belgique, la France et le Luxembourg pour couvrir les engagements de Dexia alors que cette garantie était initialement censée courir jusqu'en février 2010. La Commission a considéré que la prolongation de cette mesure est justifiée par la situation financière du groupe et par son importance systémique pour les économies des trois États membres.
5 novembre	Publication de l'arrêté sur les bonus, en France. Les objectifs chiffrés, sont présentés sous forme de normes professionnelles de place, applicables dès l'exercice 2009 pour les rémunérations versées début 2010. Elles déclinent les principes adoptés par le G 20 : transmission chaque année d'un rapport à la Commission bancaire sur la politique de rémunération ; interdiction des rémunérations variables garanties sauf en cas d'embauche ; la part différée représentera au moins 50 % des rémunérations variables (et devra être payée à 50 % en titres).
12 novembre	Publication par l'IASB des grandes lignes de l'IFRS 9 qui organise un cadre plus cohérent pour la comptabilité des actifs financiers. Les principaux éléments sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • si un dérivé est lié à un actif financier, le mode de comptabilité des deux actifs est identique ; • au lieu des quatre classifications de l'IAS39, désormais il n'y a plus que deux choix : coût amorti ou valeur de marché.
24 novembre	Révélation par la Banque d'Angleterre qu'elle a secrètement fourni, au plus fort de la crise financière (mi-octobre 2008), des prêts d'urgence à RBS et HBOS pour un montant de 61,6 milliards de livres.
25 novembre	Annonce de la restructuration de la dette de Dubaï World (principale entreprise d'État de Dubaï) qui déstabilise temporairement les marchés financiers.
16 décembre	Un montant de 96,937 milliards d'euros a été alloué dans le cadre du dernier VLTRO 12 mois, 224 banques ont soumissionné.